
Assemblée des États Parties

Distr. générale
21 octobre 2009

FRANÇAIS
Original: anglais

Huitième session

La Haye

18 – 26 novembre 2009

**Troisième élection de membres du Conseil de direction du Fonds
d'affectation spéciale au profit des victimes**

Note du Secrétariat

1. Le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour et de leurs familles a été créé par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.6 du 9 septembre 2002. Le mandat du Conseil de direction figure dans l'annexe à la résolution.

2. La procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Conseil de direction a été établie par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.7 du 9 septembre 2002. Conformément au paragraphe 6 de cette résolution, il doit être précisé dans chaque dossier de candidature de quelle manière le candidat remplit les exigences énoncées au paragraphe 1 de la résolution, c'est-à-dire qu'il soit choisi parmi des personnes jouissant d'une haute considération morale, connues pour leur impartialité et leur intégrité et ayant une compétence reconnue au niveau international en matière d'assistance aux victimes de crimes graves.

3. Conformément au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7, chaque groupe régional dispose d'un siège au Conseil.

4. Conformément au paragraphe 10 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7, tout sera mis en œuvre pour que les membres du Conseil de direction soient élus par consensus. En l'absence d'un consensus, l'élection a lieu au scrutin secret. Cette condition peut être levée si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir, ou dans le cas de candidatures soutenues par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément qu'une élection donnée fasse l'objet d'un vote.

5. Le paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7 prévoit que, en cas d'égalité des voix pour un siège restant à pourvoir, il est procédé à un scrutin restreint limité à ceux des candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix.

6. Le paragraphe 12 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7 dispose que est élu le candidat de chaque groupe qui obtient le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

7. À sa première séance, tenue le 14 janvier 2009, le Bureau de l'Assemblée des États Parties a décidé que la période de présentation des candidatures pour la troisième élection de membres du Conseil de direction s'ouvrirait le 20 mai et s'achèverait le 11 août 2009. À la fin de cette période, les conditions minimum de la présentation de candidatures à l'élection de membres du Conseil de direction n'avaient toujours pas été satisfaites. Conformément au paragraphe 4 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, la période a été prolongée trois fois, jusqu'au 22 septembre 2009.

8. Au 23 septembre 2009, les candidatures ci-après avaient été reçues:

États d'Afrique

- Mme Betty Kaari Murungi (Kenya)

États d'Asie

- M. Bulgaa Altangerel (Mongolie)

États d'Europe orientale

- Mme Vaira Vīķe-Freiberga (Lettonie)

Groupe des États de l'Amérique latine et des Caraïbes

- M. Eduardo Pizarro Leongómez (Colombie)

États d'Europe occidentale et autres États

- Mme Elisabeth Rehn (Finlande)

9. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7, on trouvera dans l'annexe au présent document les renseignements et les documents relatifs aux candidats.

Annexe

Liste des candidats (avec l'exposé de leurs qualifications)

Table des matières

Nom et nationalité*

1.	Altangerel, Bulgaa (Mongolie).....	4
2.	Murungi, Betty Kaari (Kenya)	9
3.	Pizarro Leongómez, Eduardo (Colombie).....	17
4.	Rehn, Elisabeth (Finlande).....	21
5.	Vīķe-Freiberga, Vaira (Lettonie).....	26

* Sauf indication contraire, l'État dont le candidat a la nationalité est également l'État qui a présenté sa candidature.

1. M. Altangerel, Bulgaa (Mongolie)

[Original: anglais]

Note verbale

Le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Mongolie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement mongol a décidé de présenter, pour un nouveau mandat, la candidature de S.E. M. Bulgaa Altangerel, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, à l'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale de la Cour au profit des victimes.

Le Gouvernement mongol présente en la candidature de M. Bulgaa Altangerel une personne qui répond aux exigences énoncées dans l'annexe à la résolution ICC-ASP/1/Res.6 en date du 9 septembre 2002 relative à la création du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour et de leurs familles. L'intéressé est une personne jouissant d'une haute considération morale, connue pour son impartialité et son intégrité; nous sommes pleinement convaincus de sa compétence en matière d'assistance aux victimes de crimes graves.

[...]

Énoncé des qualifications

État civil

Date de naissance: 25 octobre 1955
Lieu de naissance: Province de Khovod (Mongolie)
Nationalité: Mongole
Situation matrimoniale: Marié, père de trois filles

Qualifications

1963 - 1973 Études secondaires, Province de Khovod (Mongolie).
1974 - 1979 Maîtrise en droit international, Institut des relations internationales de Moscou (Russie).
1988 - 1990 Maîtrise en sciences politiques, Institut de sciences politiques de Moscou (Russie).
1992 Formation spéciale aux affaires internationales, Université de Columbia, États-Unis d'Amérique.
2003 Doctorat en droit international, Université nationale Taras Shivchenko de Kiev (Ukraine).

Expérience de l'enseignement

Professeur de droit, Université nationale de Mongolie.

Professeur académicien, Académie d'études sur la sécurité, la défense et l'état de droit,
Fédération de Russie.

Langues étrangères

Anglais, espagnol et russe.

Expérience professionnelle

- 1979 - 1981 Ministère des affaires étrangères de Mongolie.
- 1981 - 1985 Ambassade de Mongolie en Afghanistan.
- 1985 - 1988 Ministère des affaires étrangères de Mongolie.
- 1990 - 1991 Conseiller en matière de politique étrangère, Parlement mongol.
- 1991 - 1992 Directeur de la Division des relations extérieures, Secrétariat du Parlement mongol.
- 1992 - 1997 Directeur du Département des relations extérieures, Secrétariat du Parlement mongol.
- 1997 - 2003 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Mongolie en République de Turquie.
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Mongolie en Bulgarie, au Liban, en Ouzbékistan et en Roumanie.
- 2003 - 2008 Chef du Département juridique du Ministère des affaires étrangères de Mongolie.
- Depuis 2008 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Mongolie au Royaume-Uni ;
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Mongolie en Irlande, en Islande et en Afrique du Sud.

Autres missions

- 1985 - 1988 Membre de la Commission intergouvernementale d'inspection des frontières d'État entre la Mongolie et l'URSS.
- 1990 - 1997 Secrétaire principal du Groupe interparlementaire de Mongolie.
- 1993 - 1997 Président du Département de droit international, Université nationale de Mongolie.
- 1993 - 1997 Fondateur et Président de la Société pour l'amitié entre la Mongolie et Israël et, à partir de 1997, Président honoraire de la Société.
- Depuis 1993 Membre du Conseil d'administration de l'Association mongole pour les Nations Unies.
- Depuis 2002 Membre du Conseil d'administration de l'Association nationale antiterroriste de la Mongolie;
Membre du Conseil d'administration de l'Académie mongole de lutte contre le terrorisme.

- Depuis 2003 Membre du Conseil d'administration du Chapitre mongole d'Amnesty International.
- Depuis 2005 Membre du Conseil d'administration de l'Organisation "Bannière bleue" (Tsenher Suld) pour la promotion de l'institutionnalisation au plan international du statut de la Mongolie en tant que pays exempt d'armes nucléaires ;
- Membre du Conseil d'administration du Comité national pour le droit humanitaire.

Autre expérience professionnelle et activités connexes

- Sessions de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (New York, Genève, 1980, 1981).
- Membre de la délégation mongole aux quarante-et-unième et quarante-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1986, 1987).
- Sessions de l'Union interparlementaire (UIP) (1982-1984, 1988, 1990-1993, 1995-1996).
- Réunion extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'UIP consacrée à la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (New York, 1995).
- Membre de la délégation officielle du Président de la Mongolie et des Présidents du Parlement mongol en Autriche, en Bulgarie, au Danemark, en Égypte, aux États-Unis d'Amérique, en Fédération de Russie, en France, au Kazakhstan, au Japon, en République de Corée, en République fédérale d'Allemagne, en Thaïlande, en Turquie et en Ukraine (1990-2006).
- Sessions des conférences de l'Union interparlementaire et des conférences du Forum parlementaire Asie-Pacifique (1995, 1996).
- Colloque international: La coopération internationale dans le domaine des études juridiques et un Programme d'action en vue d'une conférence sur les études juridiques (Japon, Tokyo, 2004).
- Conférence internationale Corée-Mongolie: Tendances et perspectives concernant la législation de la Corée du Sud et du Nord et de la Mongolie (Mongolie, Ulaanbaatar, 2004).
- Douzième Séminaire asiatique sur les exportations (Japon, Tokyo, 2004).
- Conférence Asie-Pacifique sur les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants (Chine, 2005).
- Groupe de travail sur les questions juridiques liées à la lutte contre le terrorisme (Ouzbékistan, 2005).
- Sixième, septième et huitième sessions du Processus consultatif officieux des Nations Unies à participation non limitée concernant les océans et le droit de la mer (New York, 2005-2007).
- Représentant à la cinquième session de l'Assemblée des États Parties au statut de la Cour pénale internationale (La Haye, 2006)
- Membre du Groupe intergouvernemental chargé d'étudier les moyens de promouvoir dans la pratique le plein respect du droit humanitaire international et l'application du droit (2006).
- Conférence sur le droit humanitaire international (Malaisie, Chine, 2006).

- Chef de la délégation mongole aux négociations entre les délégations de la République populaire de Chine, de la Mongolie et de la Fédération de Russie concernant le projet d'accord sur le trafic en transit (2004-2008).
- Représentant de la Mongolie à la Conférence sur la justice pénale internationale, Turin (Italie), 2007).
- Représentant de la Mongolie lors de la reprise de la cinquième session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (New York, 2007).
- Conférence Corée-Mongolie de 2007 consacrée à la transformation du système juridique de la Mongolie.
- Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment d'argent, réunion annuelle (Examen du rapport présenté par la Mongolie (Perth (Australie), juillet 2007).
- 4ème 5ème, et 6ème réunions annuelles du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes (La Haye, 2007-2009).

Assistance à des séminaires et conférences et participation en qualité d'orateur, de coordonnateur ou de rapporteur

- Coordonnateur de la conférence scientifique internationale "La Turquie et l'Ukraine: passé, présent et avenir" sur le thème "Accords bilatéraux et multilatéraux entre l'Ukraine et la Turquie en tant que principal instrument de la coopération internationale entre ces pays: problèmes d'interprétation" (Kiev (Ukraine), 2002).
- Conférence retour Bali-Budapest: Le transport clandestin et la traite de personnes et la criminalité transnationale connexe (Perth (Australie), 2004).
- Conférence sur l'Initiative de Berne: Gestion de la coopération internationale en matière de migrations (Suisse, Chine et Hongrie, 2004).
- Coordonnateur de la Conférence: La Mongolie et la Convention des Nations Unies contre la corruption (Ulaanbaatar (Mongolie), 2005).
- Coordonnateur de la Conférence sur la législation d'application des instruments internationaux contre le terrorisme et d'autres crimes (Ulaanbaatar (Mongolie), 2005).
- Coordonnateur de la Conférence sur le droit humanitaire (Ulaanbaatar (Mongolie), 2006)
- Président et/ou participant actif au processus de négociation concernant les projets d'accords entre la Mongolie et divers pays étrangers dans les domaines suivants:
 - a. Extradition et entraide judiciaire;
 - b. Promotion et protection des investissements;
 - c. Aviation civile, télécommunications, espace extra-atmosphérique, science et technologie;
 - d. Coopération économique, commerce et élimination de la double imposition;
 - e. Relations consulaires et droits de propriété intellectuelle.

Distinctions honorifiques

- Médaille du travail (1991)
- Ordre suprême du Gouvernement mongol (1997)
- Ministre extraordinaire et plénipotentiaire de la Mongolie (1999)
- Commandeur de l'ordre "Modarskii Konnik" de Bulgarie (2001)
- Distinction supérieure de la Cour constitutionnelle de la Mongolie (2001)
- Distinction du Ministère des affaires étrangères de la Mongolie (2001)
- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Mongolie (2002).

Principales publications

- Altangerel, B., Recueil des traités internationaux de la Mongolie, édition spéciale du Journal Officiel, Volumes 1 à 6 (Ministère des affaires étrangères, Ulaanbaatar, Mongolie, 2004-2006).
- Altangerel, B., Éléments de droit international (Centre national d'études juridiques, Ulaanbaatar, Mongolie, 2006).
- Altangerel, B., Droit international public: Résumé des exercices (Ulaanbaatar, Mongolie, 2004).
- Altangerel, B., La politique étrangère en Mongolie: Instruments juridiques (Ministère des affaires étrangères, Ulaanbaatar, Mongolie, 2004).
- Altangerel, B., Application des traités internationaux conformément à la législation nationale (Revue "La suprématie du droit", no. 4, 2006).
- Altangerel, B., Doctrines philosophique et juridique de l'interprétation des traités internationaux (Revue : "Les relations internationales contemporaines", no. 31, 2002, pages 148 à 153, Kiev, en ukrainien).
- Altangerel, B., Légalisation des règles d'interprétation des traités internationaux (Revue: "Les relations internationales contemporaines", no. 32, 2002, pages 197 à 202, Kiev, en ukrainien).
- Altangerel, B., La Convention de Vienne sur le droit des traités et l'interprétation des traités (Revue: "Le droit", no. 8-9, Ulaanbaatar, 2002, en anglais).
- Altangerel, B., Le racisme et l'apartheid – Crimes contre l'humanité (Revue: "Nouvelles de la Mongolie", no. 24, Ulaanbaatar, 1986, en russe).
- Altangerel, B., Le principe du non-recours à la force (Revue: "L'État du peuple", no. 2, Ulaanbaatar, 1984)
- Altangerel, B., Des attributions de prestige de l'Organisation des Nations Unies (Revue: "Art et littérature", Ulaanbaatar, 1980).

2. Murungi, Betty Kaari (Kenya)

[Original: anglais]

Note verbale

La Mission permanente de la République du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au statut de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement du Kenya a proposé la candidature de Betty Kaari Murungi au poste de membre du Conseil de direction du Fonds d'affectation spécial au profit des victimes.

[...]

Exposé des qualifications

Betty Kaari Murungi a, pendant plus de 23 ans, acquis une large expérience de la pratique du droit aux échelons national, régional et international et a dix ans d'expérience de la gestion et de la gouvernance d'organisations non gouvernementales et d'organisations à but non lucratif. Elle est parfaitement familiarisée avec le droit international des droits de l'homme dans le contexte des conflits violents et a l'expérience de la justice pénale internationale et des mécanismes redditionnels, de même que l'expérience des questions liées au droit international, à la justice transitionnelle, aux droits fondamentaux des femmes, au droit constitutionnel, à la gouvernance et à la philanthropie fondée sur la justice sociale.

Études universitaires

Faculté de droit de Harvard, Cambridge, MA, États-Unis d'Amérique.

Visiting Fellow, Human Rights Program (2005-2006).

Faculté de droit du Kenya, Nairobi, Kenya.

Diplôme du troisième cycle en pédagogie juridique (1985).

Baccalauréat en droit (avec mention), Université de Nairobi, Nairobi, Kenya (1984).

Profil des compétences

Juriste ayant acquis pendant plus de 23 ans une large expérience de la pratique du droit aux échelons national, régional et international et ayant en outre dix ans d'expérience de la gestion et de la gouvernance d'organisations non gouvernementales et d'organisations à but non lucratif. Parfaitement familiarisée avec le droit international relatif aux droits de l'homme dans le contexte des conflits violents et expérience de la justice pénale internationale et des mécanismes redditionnels; vaste expérience du droit international et des questions liées à la justice transitionnelle, aux droits fondamentaux des femmes, au droit constitutionnel, à la gouvernance et à la philanthropie fondée sur la justice sociale; excellente connaissance des mécanismes et des systèmes de protection des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine. Aptitude démontrée à l'innovation sur le plan intellectuel et aptitude à intégrer les connaissances à des objectifs stratégiques, politiques et opérationnels de caractère plus général; formée à la mobilisation de fonds pour des organisations; personne créatrice, indépendante et souple dont l'assurance lui permet de prendre des initiatives et d'assumer des responsabilités; aptitude démontrée à diriger et à

coordonner le travail d'équipes et d'individus de manière à garantir la ponctualité et la qualité des résultats; connaissance et compréhension approfondies des relations et de la politique internationales. Excellentes aptitudes à la rédaction, à l'analyse et à la communication. Aptitudes hautement développées à la négociation; personne intègre ayant acquis à des postes de responsabilité croissante plus de 15 ans d'expérience du travail et de l'apprentissage dans des environnements multiculturels et pluridisciplinaires.

Formation professionnelle pertinente

- Programme international de formation avancée TRANSCEND sur la consolidation de la paix, le règlement des conflits et la reconstruction, la conciliation et la résolution en période post-confliktuelle – programme international de formation de cinq jours organisé à l'intention des praticiens, des décideurs et membres du personnel d'organisations internationales et nationales et d'organisations non gouvernementales travaillant dans les domaines de la consolidation de la paix, du règlement des conflits et du redressement en période post-confliktuelle. TRANSCEND et Institut roumain pour l'action, la formation et la recherche en faveur de la paix – 22-26 novembre 2004, Cluj-Napoca, Roumanie (Certificat).
- Groupe d'étude Allavida's East Africa Foundation: Promotion de l'apprentissage de la philanthropie locale et du renforcement des avoirs communautaires, Nairobi, Kenya, 7 mars 2004.
- Women's Funding Network (WFN) – Formation à la mobilisation de fonds et à la philanthropie pour le changement social: cours inaugural du Women of Colour Development Incubator, septembre 2002, mai 2003, San Francisco, Californie, États-Unis d'Amérique (Certificat).
- Board Source / Kituo Cha Katiba – Éléments critiques de la gouvernance des organisations à but non lucratif, Séminaire d'autoévaluation pour les membres de conseils d'administration (formation de formateurs), Naivasha, Kenya, 4-8 février 2002 et 18-19 juillet 2002 (Certificat).

Expériences pertinentes

Depuis juillet 2001	Directrice fondatrice, Urgent Action Fund - Africa, Nairobi, Kenya. Urgent Action Fund a pour vocation de promouvoir les droits fondamentaux des femmes et des filles partout dans le monde, mais surtout dans les régions affectées par des conflits armés ou une escalade de la violence. Le Fonds réalise ses objectifs par le biais d'un programme de subventions et d'initiatives spéciales visant à former les femmes pour promouvoir leur participation aux mécanismes d'administration de la justice transitionnelle.
---------------------	--

Depuis mars 1999 Conseillère juridique, Coalition pour la défense des droits fondamentaux des femmes dans les situations de conflits – Programme pour les droits des femmes et la démocratie, Montréal, Canada.

La Coalition rassemble des juristes, des avocats, des militants des mouvements de défense des droits des femmes et des organisations gouvernementales qui s'intéressent à la justice internationale, et elle a pour vocation de faire en sorte que les crimes contre les femmes fassent dûment l'objet d'enquêtes et de poursuites devant les tribunaux ad hoc des Nations Unies, les tribunaux hybrides nationaux et la Cour pénale internationale (CPI). La Coalition cherche à remédier à l'invisibilité des violations des droits fondamentaux des femmes dans les situations de conflits et s'emploie à faire en sorte que soient condamnés la pratique des violences sexuelles et les autres traitements inhumains des femmes comme instruments délibérés de guerre et que ces pratiques et ces actes soient poursuivis comme crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crime de génocide, selon le cas. Opérant aux échelons local et international, les membres de la Coalition encouragent la concertation et le débat sur les questions de fond liées à l'intégration d'une perspective sexospécifique aux systèmes d'administration de la justice transitionnelle en période post-confliktuelle. La Coalition s'emploie également à renforcer les capacités, aux échelons international et régional, de surveiller le respect des droits fondamentaux des femmes en périodes de conflit et en périodes post-confliktuelles en créant des mécanismes redditionnels appropriés et en étudiant la possibilité de s'en inspirer pour en créer de nouveaux dans d'autres contextes.

Octobre 1995 -
février 2001 Associée fondatrice, Murungi & Co. Advocates, Nairobi.

Février 1993 -
septembre 1995 Associée, Guatama & Kibuchi Advocates.

Janvier 1990 -
juin 1992 Directrice du Département du crédit, Diners Finance.

Septembre 1985 -
décembre 1989 Juriste adjointe, Mereka & Co. Advocates, Nairobi, Kenya.

Carrière

Depuis 2002 Expert consultante reconnue en matière de justice transitionnelle et de droits de l'homme pour des organisations gouvernementales et non gouvernementales nationales, régionales et internationales ainsi que pour des organisations multinationales. Il y a lieu de citer en particulier les institutions suivantes: Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Département de l'information, Assemblée générale, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Cour suprême de la République du Rwanda, Commission de la vérité et de la réconciliation en Sierra Leone, Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), Coalition pour la Cour pénale internationale, Nobel Women's Initiative, Forum Bruno Kreisky pour le dialogue international, les droits de l'homme et la démocratie, Commission nationale pour les droits de l'homme du Kenya, Association kényenne des femmes juges,

Commission internationale des juristes – Kenya et Amani Parliamentary Forum.

2001 Fondation d'une organisation panafricaine ayant pour vocation d'accorder des subventions pour appuyer l'action des femmes en période de conflit et fournir l'assistance technique nécessaire aux femmes dans les situations post-confliktuelles, en particulier au Rwanda, en Sierra Leone, au Libéria et dans le nord de l'Ouganda, de manière à renforcer les mécanismes internationaux et locaux d'administration de la justice transitionnelle.

2003-2004 Organisation d'une formation et fourniture d'un appui technique pour les membres et le personnel de la Commission de la vérité et de la réconciliation en Sierra Leone dans des domaines comme les crimes internationaux contre les femmes et les mécanismes de soutien et de protection des victimes et des témoins en prévision des audiences de la Commission.

Novembre-décembre 2004 Consultante de l'Organisation des Nations Unies auprès de la Commission de la vérité et de la réconciliation en Sierra Leone chargée de rédiger les conclusions et recommandations tirées des dépositions et des dossiers présentés à la Commission ainsi que de documenter les recommandations formulées par la Commission dans son rapport final concernant les femmes et les réparations.

1998 - 2009 Suivi des enquêtes et des poursuites concernant les crimes commis contre les femmes devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR).

2006 Consultante de l'Organisation des Nations Unies auprès de la Cour suprême du Rwanda. Formation des juges, des magistrats et des procureurs en matière de droit pénal international dans le contexte des crimes sexuels et des crimes commis contre les femmes ainsi que la poursuite de ces crimes devant les juridictions internationales.

1995 - 2002 Déléguée de la Coalition pour la Cour pénale internationale lors de toutes les réunions de la Commission préparatoire des Nations Unies. Présidente du Groupe féminin pour une justice respectueuse de l'égalité des sexes à New York et La Haye.

Juillet 1998 Déléguée pour la Coalition pour la Cour pénale internationale à la Conférence de Rome pour la création du Cour criminelle internationale.

Conférences, séminaires et programmes de formation sélectionnés: droits de l'homme, paix, droit international et justice transitionnelle

- Participante aux troisième, quatrième et cinquième sessions de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, La Haye, 2004, 2005, 2006, 2007.
- Personne - ressource: Groupe de travail organisé sous l'égide d'Amani Forum à l'intention des parlementaires de la région des Grands Lacs – Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, "Les femmes, la paix et la sécurité – analyse des problèmes", Nairobi, Kenya, 14-16 juillet 2004.
- Facilitatrice: Réunion technique de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs: Les femmes, la paix et la sécurité, Nairobi, Kenya, 7-8 juin 2004.

- Rapporteur: Troisième Congrès du Mouvement mondial pour la démocratie, Durban, Afrique du Sud, 1^{er} - 4 février 2004.
- Facilitatrice: Réunion consultative du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et de l'Urgent Action Fund avec les associations féminines de la Sierra Leone visant à valider les conclusions de la Commission de la vérité et de la réconciliation en Sierra Leone, Freetown, Sierra Leone, 18-19 novembre 2003.
- Intervenante: Commission kényenne des droits de l'homme et Groupe de travail spécial de la Commission kényenne pour la vérité, la justice et la réconciliation, Conférence internationale sur la Commission de la vérité, Nairobi, Kenya, août 2003.
- Facilitatrice et organisatrice: Réunion consultative de l'Urgent Action Fund sur la promotion de la mise en œuvre des mécanismes et des instruments régionaux et internationaux de promotion de la paix et du règlement des conflits en Afrique, Naivasha, Kenya, 2-4 juin 2003.
- Personne-ressource: La société civile et la démocratisation de la gouvernance mondiale: droits de l'homme et gouvernance mondiale au XXI^e siècle: la société civile et l'indivisibilité des droits de l'homme, Palais des Congrès, Montréal, Québec, Canada, 13-16 octobre 2002.
- Participante: Consultation d'experts de l'Urgent Action Fund sur les équipes d'intervention rapide en faveur des femmes, Londres, Royaume-Uni, novembre 2002.
- Participante aux réunions de la Commission préparatoire des Nations Unies pour la Cour pénale internationale (CPI), New York, États-Unis d'Amérique, de février 1997 à mars 2002.
- Facilitatrice: Consultation régionale de l'Urgent Action Fund sur la résolution 1325 de l'Organisation des Nations Unies, Kampala, Ouganda, 25-26 mars 2002.
- Participante: Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET) – Réunion pour l'élaboration d'une stratégie régionale de promotion de la participation des femmes africaines à la vie politique et de l'intégration des femmes à l'Union africaine et à ses mécanismes spécialisés: Stratégies pour les femmes africaines, Nairobi, Kenya, octobre 2003.
- Conseillère juridique: Tribunal international criminel chargé de juger les crimes d'esclavage sexuel commis par les forces armées japonaises (Tribunal Tokyo 2000), Tokyo, Japon, décembre 2000.
- Participante: Réunion d'experts convoquée par le Mouvement pour les droits et la démocratie, Montréal, Canada, avec la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la violence contre les femmes, mars 1999 et mars 2000.
- Intervenante: Cérémonie de clôture de l'"Appel de La Haye pour la paix", avec d'éminentes personnalités comme Kofi Annan, alors Secrétaire général des Nations Unies, et la Reine Noor de Jordanie, La Haye, Pays-Bas, mai 1999.
- Participante: Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour criminelle internationale, Rome, Italie, juillet 1998.
- Participante: Conférence organisée sous l'égide de Parliamentarians for Global Action afin de promouvoir la coopération des États avec le TPIR, Le Cap, Afrique du Sud, février 1995.

Gouvernance

- Facilitatrice clé: Formation à la gouvernance des sociétés organisée à l'intention des membres du Conseil de gestion du Stade sportif, Naivasha, Kenya, 11-14 mars 2004.
- Évaluation des programmes de FIDA Kenya, 2001-2003.
- Board Source / Kituo Cha Katiba – Stage de formation des praticiens, Naivasha, Kenya, 1er - 3 mars 2003.
- Co-facilitatrice: Programme de formation FIDA Kenya – Board: Les responsabilités des conseils d'administration d'organisations à but non lucratif, Mombasa, Kenya - 7-11 mars 2003.
- Co-facilitatrice: Formation à la gouvernance des sociétés organisée à l'intention du Conseil d'administration de l'Autorité chargée de la zone du traitement des exportations, Mombasa, Kenya, 24-28 septembre 2003.
- Séminaire international organisé sous l'égide de la Fondation Ford: Protection des droits et exercice des responsabilités des organisations non gouvernementales, Bandung, Indonésie, 6-8 janvier 2003.

Droits des femmes

- Personne-ressource: Organisation pour FIDA Kenya de plusieurs campagnes de plaidoyer auprès des députés concernant les projets de loi sur l'égalité et la protection de la famille, 2002-2004.
- Personne-ressource: Commission internationale des juristes: Protocole à la Charte africaine sur les droits des femmes.

Justice internationale

- Facilitatrice: Isis Women's International Cross-Cultural Exchange (Isis-WICCE): Programme de formation concernant la documentation des crimes commis contre les femmes en période de conflits violents, Nairobi, Kenya, novembre 2003.
- Personne-ressource: La Commission nationale kényenne des droits de l'homme et la Cour pénale internationale.
- Facilitatrice: Africa Legal Aid – Promotion de l'accès à la Commission africaine sur les droits de l'homme et les droits des peuples et de l'idée d'une compétence universelle en matière de crimes internationaux, Accra, Ghana, 2-6 septembre 2002.
- Facilitatrice: Séminaire UNIFEM - Urgent Action Fund - Africa organisé à l'intention des membres et du personnel de la Commission de la vérité et de la réconciliation sur le thème "Partenariats pour une justice respectueuse de l'égalité des sexes", Freetown, Sierra Leone, 9-12 avril 2003.

Distinctions honorifiques

- Décembre 2003 Order of the Burning Spear (MBS) – Distinction nationale décernée au Kenya en hommage à d'éminents services dans le domaine des droits de l'homme.

Chapitres d'ouvrages

- “The Legitimacy of Human Rights NGOs in Kenya” in *Human Rights NGOs in East Africa: Political and Normative Tension*, ed. Makau Mutua, Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2008.
- “Women and Citizenship Rights”, in *Perspectives on Gender Discourse*, Heinrich Böll Foundation, juillet 2003.
- “Understanding Truth Commissions and Women’s Participation in Transitional Justice Processes”, in *Perspectives on Gender Discourse*, ed. Jacinta Muteshi, Heinrich Böll Foundation, avril 2004.

Articles sélectionnés

- “Implementing the International Criminal Court Statute in Africa”, *The East African Journal of Peace and Human Rights*, Vol. 7: 1, p. 118.
- “A Gender Perspective on Universal Jurisdiction” in “African Perspectives on Universal Jurisdiction for International Crimes”, *Africa Legal Aid Quarterly*, octobre 2001.
- “Trading Justice for Truth”, Truth Commissions in Africa, Centre for Governance and Democracy, 2003.
- “Understanding Truth Commissions and women’s participation in Transitional Justice Processes”, Rapport annuel de FIDA Kenya pour 2003.
- “Ending Impunity for Gender Crimes - Regional Tribunals and the International Criminal Court”, Rapport annuel de FIDA Kenya pour 2002.
- “Amnesty, International Law Norms and Instruments: Making a case for Universal Jurisdiction in an age of Truth Commissions and Amnesties”, Rapport de Transparency International Kenya pour 2003.
- “Implementing the International Criminal Court Statute in Africa”, *International Legal Practitioner*, Vol. 26, No. 3.

Recherche, documents et cours non publiés

- “Transitional Politics and Justice: Rwanda’s Response”, projet de recherche, Faculté de droit de Harvard, Human Rights Program 2005/2006.
- “Rising Up in Response: African Women Taking Action”, Le dialogue au service de la paix – Série de cours Karl Kahane, Forum Bruno Kreisky pour le dialogue international et Fondation Karl Kahane, 15 octobre 2008.
- “A Normative Framework for Africa’s Responses: Lessons and Challenges - a perspective on the ICTR and Sierra Leone Special Court”, Cour suprême de la République du Rwanda, Séminaire sur les enquêtes, les poursuites et la répression des crimes sexuels et des crimes contre les femmes, 27-28 novembre 2007.
- “The Role of Civil Society on Issues of Justice and in Bringing Governments and Institutions to Account”, Conférence de la Commission internationale des juristes, 29 août 2007.
- “African mechanisms, institutions, instruments and approaches to addressing sexual violence against women and girls: what opportunities?”, Conférence ACORD sur le rétablissement de la paix et l'élimination de l'impunité des auteurs de violences sexuelles en période de conflit, Nairobi, Kenya, 28 mars 2007.
- “Transitional Justice/Truth and Reconciliation Initiatives: Have they addressed violence against women and girls and its intersection with HIV/AIDS in conflict and emergency situations?”, Conférence Action Aid: Consultation stratégique régionale africaine sur la

violence contre les femmes et son interface avec le VIH/SIDA dans les situations de conflit et d'urgence en Afrique, Nairobi, Kenya, 29 novembre – 1^{er} décembre 2006.

- *“The International Criminal Court: Negotiating the gender provisions in the Rome Statute of the International Criminal Court”*, Conseil international sur les politiques en matière des droits de l'homme / Commission internationale des juristes ; Atelier sur les processus normatifs internationaux, Genève, Suisse, 13-14 février 2005.
- *“Women Peace and Security - a look at the issues”*, Conférence internationale sur la région des Grands Lacs: Consultation organisée sous l'égide de l'Amani Forum, Nairobi, Kenya, 14-16 juillet 2004.
- *“Establishing Accountability through Criminal Tribunals: The Rwandan Experience, the case of the ICTR and the Gacaca Tribunals”*, Conférence des Nations Unies sur la société civile et la démocratisation de la gouvernance mondiale, Montréal, Canada, 13-16 octobre 2002.

Affiliations professionnelles

- Association internationale du Barreau.
- East Africa Law Society (EALS).
- Fédération des femmes juristes, Kenya (FIDA Kenya).

Participation actuelle aux conseils d'organisations non gouvernementales

- Commission kényenne des droits de l'homme - Vice-Présidente.
- Akiba Uhaki (Fonds pour les droits de l'homme et la justice sociale) - Présidente.

Participation passée à des conseils d'organisations non gouvernementales

- Présidente – Initiatives féminines pour une justice respectueuse de l'égalité des sexes, La Haye, Pays-Bas.
- Présidente – Association féminine pour une justice respectueuse de l'égalité des sexes à la Cour pénale internationale, New York.
- Membre du Conseil - Kituo Cha Katiba, the East African Centre for Constitutional Development, Kampala, Ouganda.
- Membre du Conseil - FIDA Kenya.
- Membre du Conseil - Urgent Action Fund for Women's Human Rights.

Langues

Kimeru: courant, langue maternelle.

Kiswahili: courant, parlé et écrit.

Langues kényennes, compréhension: Dholuo, Gikuyu, Kiambu, Kikamba.

Anglais: courant, parlé et écrit – langue des études.

Français: élémentaire (deux ans d'études au niveau secondaire).

3. Pizarro Leongómez, Eduardo (Colombie)

[Original: anglais/espagnol]

Note verbale

L'Ambassade de Colombie aux Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que la Colombie a décidé de présenter la candidature de M. Eduardo Pizarro Leongómez aux fonctions de membre du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes.

La candidature de M. Pizarro est présentée conformément à la procédure énoncée dans la résolution ICC-ASP/1/Res.7 de l'Assemblée des États Parties, dans la mesure où il remplit amplement les exigences énoncées dans cette résolution, à savoir que le candidat est une personne jouissant d'une haute considération morale, connue pour son impartialité et son intégrité et ayant une compétence reconnue en matière d'assistance aux victimes de crimes graves.

M. Pizarro a acquis aux échelons national et international une compétence large et reconnue en qualité de chercheur et d'expert des questions concernant, entre autres, la violence, la paix et les victimes de crimes odieux. Il est depuis 2005 Président de la Commission nationale colombienne pour les réparations et la réconciliation, et il a fait preuve en cette qualité d'une initiative, d'un dynamisme et d'un dévouement remarquables au service de la cause des victimes en Colombie.

[...]

Énoncé des qualifications

Études universitaires

- | | |
|-------------|---|
| 1984 - 1985 | Diplôme d'études approfondies (DEA), Institut d'études politiques de Paris, France. |
| 1983 - 1984 | Maîtrise en relations internationales, Universidad Externado de Colombia, Bogotá, Colombie. |
| 1976 - 1977 | Hautes études en sciences politiques, Universidad de los Andes, Bogotá, Colombie. |
| 1971 - 1975 | Licence en sociologie, Université de Paris – VIII, Paris, France. |

Expérience professionnelle

- | | |
|-------------|---|
| 2005 - 2009 | Président de la Commission nationale pour les réparations et la réconciliation |
| 1986 - 2007 | Professeur à l'Institut d'études politiques et des relations internationales, Université nationale, Bogotá, Colombie. |
| 2001 - 2007 | Éditorialiste du quotidien <i>El Tiempo</i> , Bogotá, Colombie. |

- 1992 - 2007 Membre du Conseil d'administration de la Fondation "Forum national pour la Colombie", Bogotá, Colombie.
- 1992 - 2007 Membre du Comité de rédaction de la revue *Revista Foro*.
- 2002 - 2003 Chercheur invité du Programme d'études latino-américaines et professeur invité du Département de sociologie et du Programme d'études latino-américaines, Université de Princeton, Princeton, New Jersey.
- 2002 Professeur invité à la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), Équateur, Quito.
- 2002 Professeur invité à l'Université de Salamanque (Espagne) et à l'Université internationale d'Andalousie, La Rábida, Espagne.
- 2001 - 2002 Chercheur invité du Programme d'études latino-américaines de l'Université de Princeton, Princeton, New Jersey.
- 2000 - 2001 Chercheur invité de l'Institut Helen Kellogg d'études internationales de l'Université de Notre Dame, South Bend, Indiana, États-Unis d'Amérique.
- 2000 Directeur du cours Edward Larocque Tinker à l'Institut d'études latino-américaines de l'Université de Columbia, New York, États-Unis d'Amérique.
- 1998 - 2001 Éditorialiste du quotidien *El Espectador*, Bogotá, Colombie.
- 1998 - 1999 Directeur de l'Institut d'études politiques et de relations internationales, Université nationale, Bogotá, Colombie.
- 1998 - 1999 Directeur de la revue *Análisis Político (Political Analysis)*, Institut d'études politiques et de relations internationales, Bogotá, Colombie.
- 1997 Professeur invité à l'Université centrale de Caracas, Venezuela.
- 1996 Chercheur invité à l'Université de Tübingen, Allemagne.
- 1995 Membre de la Commission nationale de réforme des partis politiques.
- 1993 Professeur à l'Institut de hautes études sur l'Amérique latine, IHEAL, Université de Paris VIII.
- 1989 Membre de la Commission pour l'élimination de la violence en Colombie.
- 1988 Professeur invité à l'Académie diplomatique de Mexico, Mexique.
- 1987 Membre de la Commission nationale pour l'étude de la violence.

Études et distinctions

- Bourse d'études du Gouvernement français, 1984-1986.
- Professeur invité chargé du cours Edward Laroque Tinker, Institut d'études latino-américaines, Université de Columbia, printemps 2000.
- Chercheur invité à l'Institut Kellogg d'études internationales de l'Université de Notre Dame, 2000-2001.

- Chercheur invité du Programme latino-américain de l'Université de Princeton, 2001-2003.

Publications

Ouvrages

- *“Una democracia asediada. Balance y perspectivas del conflicto armado en Colombia”*, Bogotá: Editorial Norma, 2005.
- *“Insurgencia sin revolución. Las guerrillas en Colombia desde una perspectiva comparada”*, Bogotá: Tercer Mundo Editores, 1995.
- *“Las FARC (1949-1966). De la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha”*, Bogotá : Tercer Mundo Editores-IEPRI, 1991.

Ouvrages en collaboration

- *“Pacificar la paz. Lo que no se ha negociado en los acuerdos de paz”*, Rapport présenté au Conseil présidentiel pour la paix, Bogotá, IEPRI-CINEP-CECOIN-Commission andine des juristes, 1993.
- *“Colombia: violencia y democracia”*, Rapport présenté au Ministère de l'administration publique, Bogotá, Université nationale de Colombie, 1987.
- *“La Comisión de Reforma de los Partidos”*, Document de travail, Bogotá, Ministère de l'intérieur, 1996.

Directeur de publication

- Pilar Gaitán, Ricardo Peñaranda et Eduardo Pizarro (eds.), *“Democracy and Economic Restructuring in Latin America”*, Bogotá, CEREC-IEPRI, 1996.
- Rafael Sevilla, Christin von Haldenwang, Eduardo Pizarro (eds.), *“Kolumbien. Land der Einsamkeit?”* (La Colombia, terre de solitude?), Berlin: Horlemann, 1999.
- Clara Rocío Rodríguez et Eduardo Pizarro (eds.), *“Los retos de la democracia: viejas y nuevas formas de la política en Colombia y en América Latina”*, Bogotá, IEPRI-Fundación Foro Nacional por Colombia-Fundación Heinrich Böll, 2005.
- Eduardo Pizarro (ed.), *“Reelección presidencial y garantías para la oposición”*, Bogotá, Konrad Adenauer-IEPRI, 2005.
- Scott Mainwaring, Ana Maria Bejarano, Eduardo Pizarro (eds.), *“The Crisis of Democratic Representation in the Andes”*, Stanford University Press, 2006.

Chapitres d'ouvrages sélectionnés

- “From ‘Restricted’ to ‘Besieged’: The Changing Nature of the Limits to Democracy in Colombia”, in Scott Mainwaring and Frances Hagopian (eds.), *Advances and Setbacks in the Third Wave of Democratization in Latin America*, Cambridge University Press, 2005.
- “Political Reform in Colombia after 1991: What Still has to be Reformed?”, in Christopher Welna and Gustavo Gallón (eds.), *Democracy, Peace and Human Rights in Colombia*, Notre Dame University Press, 2006.
- “Colombia: Towards an Institutional Collapse?”, in Susana Rotker (ed.), *Citizens of Fear. An Interdisciplinary Approach to Urban Violence in Latin America*, New Jersey: Rutgers University Press, 2002.

- “Kolumbien im Auge des Hurrikan”, in Linda Helfrich and Oliver Diehl, *Kolumbien im Fokus. Einblicke in Politik, Kultur, Umwelt*, Francfort: Vervuert, 2001.
- “Colombia: ¿renovación o colapso del sistema de partidos?” in Juan Ibeas and Manuel Alcántara (eds.), *Colombia ante los restos del siglo XXI: desarrollo, democracia y paz*, Salamanca, Ediciones de la Universidad de Salamanca, 2001.
- “Skyer over Colombia”, in *Maktens Kanaler – Latin-Amerikaårboka 2000*, Oslo, 2000.
- “Auf dem Weg zu einem Mehrparteiensystem?”, in Rafael Sevilla, Christin von Haldenwang, Eduardo Pizarro (eds.), *Kolumbien, Land der Einsamkeit?*, Berlin: Horlemann, 1999.
- “Toward an Institutional Collapse?”, in *Crisis? What Crisis? Security Issues in Colombia*, Washington, Institute for National Strategic Studies, 1999.
- “Les forces armées dans un contexte d’insurrection chronique ou le statut des forces armées dans la société colombienne”, in Jean-Michel Blanquer et Christian Gros (eds.), *La Colombie à l’aube du troisième millénaire*, Paris: IHEAL, 1966.
- “Revolutionary Guerrilla Groups in Colombia”, in Charles Bergquist, Gonzalo Sánchez and Ricardo Peñaranda (eds.), *Violence in Colombia. The Contemporary Crisis in Historical Perspective*, Delaware: SR Books, 1992.

4. Rehn, Elisabeth (Finlande)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade de Finlande présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/8/S/18 en date du 24 avril 2009 ainsi qu'à sa note ICC-ASP/8/S/31 en date du 9 septembre 2009, a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement finlandais a présenté la candidature de Mme Elisabeth Rehn, Ministre, à l'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes.

Un énoncé des qualifications de Mme Rehn, ainsi que sa notice personnelle, sont joints à la présente note. Cet énoncé est présenté conformément au paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7 de l'Assemblée des États Parties concernant la procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes.

[...]

Énoncé des qualifications

Énoncé présenté conformément au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États Parties relative à la procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes adoptée le 9 septembre 2002 ainsi qu'à la décision du Bureau de l'Assemblée des États Parties adoptée le 7 avril 2009.

a) ICC-ASP/1/Res.7, paragraphe 6

Mme Elisabeth Rehn est une personne jouissant d'une haute considération morale et connue pour son impartialité et son intégrité.

Après une longue carrière de membre du Parlement finlandais, de 1979 à 1990, Mme Elisabeth Rehn a été nommée en 1990 Ministre de la défense, première femme à avoir jamais occupé de telles fonctions dans le monde. Elle a également été chargée, en 1991, du Ministère de l'égalité. Aux termes de l'article 60 de la Constitution finlandaise (Loi No. 731/1999), les membres du gouvernement doivent être des citoyens finlandais connus pour leur honnêteté et leur compétence. Les ministres sont responsables devant le Parlement de l'accomplissement de leurs fonctions officielles. Tous les ministres qui participent à l'examen d'une question au sein du Cabinet sont responsables de la décision prise à moins d'avoir formulé une objection reflétée dans le compte-rendu de la réunion.

Depuis qu'elle exerce des fonctions publiques, Mme Rehn a toujours joui de l'entière confiance et du solide soutien de la société finlandaise. Sa large popularité l'a amenée à être candidate lors des élections présidentielles de 1994, à l'occasion desquelles elle s'est présentée contre M. Martti Ahtisaari. Ayant reçu plus de 46 pour cent des voix au dernier tour, elle est ainsi devenue la première femme Présidente de la Finlande. En 1995-1996 Mme Rehn a été membre du Parlement européen. En 2005, elle a été nommée Ministre honoraire en hommage à son dévouement inlassable au service du peuple finlandais.

Après une longue et éminente carrière en Finlande, Mme Elisabeth Rehn a entrepris une nouvelle carrière au plan international. Elle a été, de 1995 à 1998, Rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en République de Croatie, en République fédérale de Yougoslavie, en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. En 1998 et en 1999, elle a été nommée Représentante spéciale du Secrétaire général en Bosnie-Herzégovine avec rang de Secrétaire générale adjointe de l'ONU. En 2001-2002, elle a été experte indépendante d'UNIFEM sur l'impact de la guerre sur les femmes. Elle a, sur la base des résultats de cette étude, rédigé en collaboration avec S.E. Mme Ellen Johnson Sirleaf un rapport intitulé "Les femmes, la guerre et la paix". Mme Rehn a été invitée à plusieurs occasions à faire l'apport de ses connaissances spécialisées sur des questions liées aux crimes de guerre et à leur impact sur les femmes, la consolidation de la paix et le rôle des femmes. Elle a également exercé de hautes fonctions dans ces domaines spécialisés.

L'éminente carrière de Mme Elisabeth Rehn reflète concrètement la haute considération morale dont elle jouit ainsi que son impartialité et son intégrité.

Mme Elisabeth Rehn a une expérience et une compétence reconnues en matière d'assistance aux victimes de crimes graves.

Mme Elisabeth Rehn est une experte internationalement reconnue des questions liées à la plupart des crimes graves, ayant eu l'occasion, après en avoir été elle-même témoin, de faire rapport sur ces crimes et sur leur impact sur les victimes dans l'ouest des Balkans et en Afrique. Elle a acquis une expérience de première main sur le terrain et une profonde compréhension de la situation des victimes de la violence. Elle a également eu l'occasion, lors de ses dépositions devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, de se familiariser directement avec les difficultés juridiques auxquelles sont confrontées les victimes des crimes les plus graves.

Ces dernières années, Mme Rehn a été extrêmement active dans le contexte de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative aux femmes, à la paix et à la sécurité, et s'est intéressée tout particulièrement au rôle que jouent les femmes dans la prévention et le règlement des conflits. Maintes et maintes fois, elle a mis en relief l'importance de la justice et du rejet de l'impunité. Elle a également plaidé sans relâche pour faire admettre la nécessité de reconnaître les circonstances spéciales des femmes ayant survécu à la violence.

Mme Elisabeth Rehn connaît fort bien les questions liées aux réparations et à la difficulté qu'il y a de faire en sorte que ces réparations aillent aux plus vulnérables. Elle a évoqué cette question dans ses rapports ainsi que dans ses recommandations, de même que dans ses conférences et ses déclarations publiques. En outre, Mme Rehn défend ardemment l'autonomisation des femmes et, entre autres activités, s'est activement employée à organiser le Colloque international sur l'autonomisation et la promotion du rôle des femmes, la paix internationale et la sécurité au Libéria, conjointement avec S.E. Mme Ellen Johnson Sirleaf, Présidente de la République du Libéria, et S.E. Mme Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande. Dans toute sa carrière internationale, Mme Rehn s'est vouée à faire en sorte qu'une assistance soit fournie aux victimes des crimes graves et qu'il soit tenu compte de leurs besoins particuliers.

**b) Septième réunion du Bureau de l'Assemblée des États Parties (7 avril 2009),
Ordre du jour et décisions, paragraphe 4, alinéa d)**

Mme Elisabeth Rehn est disponible et peut s'acquitter de ses fonctions de façon permanente.

Mme Elisabeth Rehn a consacré la majeure partie de sa vie publique à la cause de ceux qui sont les plus vulnérables. Dans l'exercice de ses éminentes fonctions, elle s'est toujours attachée à susciter une prise de conscience accrue de questions comme les violations des droits de l'homme, la situation des victimes de crimes de guerre et d'autonomisation des femmes et à les porter à l'attention de la communauté internationale. Elle continue, avec son dynamisme habituel et en sa qualité d'experte réputée, à s'occuper activement de ces questions.

Mme Elisabeth Rehn est une conférencière très demandée dans toutes les régions du monde. En outre, elle participe régulièrement à différentes réunions d'experts au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. Mme Rehn s'étant retirée de toutes fonctions permanentes, elle aura la latitude requise pour consacrer régulièrement son temps et ses efforts au Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes. Mme Rehn est vivement désireuse de servir une cause qui revêt pour elle une importance extrême.

Mme Elisabeth Rehn a l'expérience de la mobilisation de fonds.

Mme Elisabeth Rehn, économiste de formation, a occupé différentes fonctions fiduciaires au sein d'organisations non gouvernementales, comme la Croix-Rouge finlandaise et le Fonds mondial pour la nature, ainsi que d'institutions comme l'UNICEF et UNIFEM. La mobilisation de fonds a occupé une place importante dans les fonctions dont elle s'est acquittée dans ce contexte. Au cours de sa longue carrière, Mme Rehn a noué d'excellentes relations à un niveau élevé dans les milieux gouvernementaux et internationaux et parmi les organisations de la société civile. Elle est réputée pour son éloquence et son entregent.

Renseignements personnels

Date de naissance: 6 avril 1935, Helsinki

Études universitaires

Licence en sciences économiques, Helsinki, 1957.

Distinctions honorifiques

Ministre, 2005; Docteur honoris causa en économie, 1994, Docteur honoris causa en sciences politiques, 1998.

Langues

Suédois, finlandais, anglais, allemand.

Fonctions publiques

- Membre du Parlement finlandais, 1979-1995.
- Membre du Parlement européen, 1995-1996.
- Ministre de la défense, 1990-1995.
- Ministre de l'égalité, 1991-1995.
- Candidate à la Présidence, 1994, 2000.

Expérience internationale

- Rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en République de Croatie, en République fédérale de Yougoslavie, en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, 27 septembre 1995 – 15 janvier 1998.
- Amicus curiae invitée par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie dans le contexte des poursuites contre Radovan Karadžić et Ratko Mladić, 1996.
- Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies, Représentante spéciale du Secrétaire général en Bosnie-Herzégovine, 16 janvier 1998 - 15 juillet 1999.
- Experte indépendante d'UNIFEM sur l'impact de la guerre sur les femmes et co-auteur, avec S.E. Mme Ellen Johnson-Sirleaf, du rapport intitulé "Les femmes, la guerre et la paix", 2001-2002.
- Pacte de stabilité pour le sud-est de l'Europe, Présidente du Groupe de travail 1, Démocratisation et droits de l'homme, 2003-2004.
- Programme des Nations Unies pour le développement, Examen par des experts indépendants du Programme d'assistance au Peuple palestinien dans les territoires occupés, Palestine, 2004.
- Présidente honoraire du projet "United World College" en Bosnie-Herzégovine depuis 2005 et Présidente du Conseil d'administration du projet "Éducation pour la transition du conflit vers l'internationalisme" depuis 2006.
- Témoin à charge, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 2008.
- Co-organisatrice, Women Leaders' Colloquium, Libéria, 2006-2009.
- Invitée à se rendre au Yémen pour des discussions avec des dirigeants politiques concernant le rôle des femmes dans la prise de décision, avril 2009.
- Visites fréquentes sur le terrain et nombreux contacts avec les victimes de la violence.
- Experte indépendante, pour l'Organisation des Nations Unies et le Ministère des affaires étrangères de la Finlande, sur la consolidation de la paix et la gestion des crises dans le contexte de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.
- Invitée par l'Organisation des Nations Unies et différents gouvernements et organisations comme conférencière à Addis Abeba, au Mali, à Moscou, à Djakarta, à Aceh, à Nairobi, à Bujumbura, à Séoul et à Pretoria.

Participation à des organisations non gouvernementales et fonctions occupées

- Comité finlandais pour l'UNICEF, 1982-1994, Présidente 1988-1993.
- Croix-Rouge finlandaise, Vice-Présidente 1984-1988.
- Chapitre Finlande de l'Union pour la conservation de la nature, Conseil d'administration, Présidente 2000-2006.
- UNIFEM Finlande, Vice-Présidente du Conseil, 2003-2005.
- Membre depuis 2005 du Conseil consultatif de Femmes Africa Solidarité.
- Membre de la Global Leadership Foundation.
- Membre du Conseil consultatif du Regional Women's Lobby pour le sud-est de l'Europe.

5. Vīķe-Freiberga, Vaira (Lettonie)

[Original: anglais]

Note verbale

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement de la République de Lettonie a décidé de présenter la candidature de Mme Vaira Vīķe-Freiberga, ancienne Présidente de la République de Lettonie (1999-2007), à l'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes lors des élections qui doivent avoir lieu à la huitième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à La Haye du 18 au 26 novembre 2009.

Le Gouvernement de la République de Lettonie est convaincu que, par ses éminentes qualifications et par sa vaste expérience des affaires mondiales, Mme Vaira Vīķe-Freiberga est une excellente candidate qui répond à toutes les conditions énoncées au paragraphe 1 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7. Elle jouit d'une haute considération morale, est connue pour son impartialité et son intégrité, et a une compétence reconnue dans les matières dont s'occupe le Fonds d'affectation spéciale. Le Gouvernement de la République de Lettonie tient à souligner que la vaste expérience de Mme Vaira Vīķe-Freiberga constituerait une contribution précieuse à l'œuvre du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes.

[...]

Énoncé des qualifications

Mme Vaira Vīķe-Freiberga, professeur et chercheur spécialisée dans différentes disciplines, a publié onze ouvrages et de nombreux articles, essais et chapitres d'ouvrages, indépendamment des nombreuses conférences qu'elle a été invitée à prononcer.

En sa qualité de Présidente de la République de Lettonie pendant la période comprise entre 1999 et 2007, elle a contribué à faciliter l'adhésion de son pays à l'Union européenne et à l'Otan. Elle joue un rôle actif sur la scène politique internationale, a été nommée envoyée spéciale auprès du Secrétaire général pour les questions concernant la réforme de l'Organisation des Nations Unies et a été officiellement candidate au poste de Secrétaire générale de l'ONU en 2006.

Mme Vaira Vīķe-Freiberga a continué de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale et de défendre la liberté, la légalité et la justice sociale tout en œuvrant pour que l'Europe prenne acte de toute son histoire. En décembre 2007, elle a été nommée Vice-Présidente du Groupe de réflexion sur l'avenir à long terme de l'Union européenne.

Mme Vaira Vīķe-Freiberga est également réputée pour ses travaux concernant la psycholinguistique, la sémiotique et l'analyse de la littérature orale de son pays natal.

Enfance et éducation (1937-1965)

Vaira Vīķe est née le 1er décembre 1937 à Riga (Lettonie). Pour échapper à l'occupation soviétique, sa famille a fui le pays le 1^{er} janvier 1945 et est ainsi devenue une famille de réfugiés. Vaira a commencé ses études dans les camps de réfugiés en Allemagne et les a poursuivies au Maroc français, d'abord à l'école élémentaire de Daourat puis au collège de filles de Mers-Sultan de Casablanca.

Après son arrivée au Canada, en 1954, elle a dû travailler un an dans une banque puis est entrée à l'Université de Toronto, où elle a obtenu une licence (1958) puis une maîtrise (1960) en psychologie. Pendant ses études, elle a travaillé comme enseignante à temps partiel dans une école privée pour filles et comme traductrice espagnole, puis comme psychologue-clinique à plein temps à l'hôpital psychiatrique de Toronto (1960-1961). Après avoir repris ses études à l'Université McGill de Montréal, elle a obtenu en 1965 un doctorat en psychologie expérimentale. Elle parle le letton, l'anglais, le français, l'allemand et l'espagnol et comprend l'italien et le portugais.

Carrière professionnelle (1965-1999)

De 1965 à 1998, Mme Vaira Vīķe-Freiberga a suivi une carrière de professeur au Département de psychologie de l'Université francophone de Montréal, où elle a enseigné la psychopharmacologie, la psycholinguistique, les théories scientifiques, les méthodes expérimentales, le langage et les processus cognitifs. Ses recherches expérimentales ont porté principalement sur les mécanismes de la mémoire et sur le langage ainsi que sur l'influence des drogues sur les processus cognitifs. Simultanément, elle a mené des recherches avancées sur la sémiotique, la poétique et l'analyse structurelle des textes accessibles par ordinateur provenant d'une tradition orale, la chanson de geste lettone (*Dainas*). Entre 1965 et 1999, elle a rédigé sept ouvrages et quelque 160 articles, essais ou chapitres d'ouvrages et a été l'auteur de plus de 250 discours, allocations et communications scientifiques en anglais, français ou letton et a donné de nombreuses interviews à la radio, à la télévision et à la presse en différentes langues.

Depuis 1957, elle s'est tournée vers la vie publique et s'intéresse surtout aux questions liées à l'identité et à la culture lettones ainsi qu'à l'avenir politique des États baltes.

Mme Vīķe-Freiberga a exercé des fonctions de premier plan au sein d'organisations scientifiques et de sociétés savantes nationales et internationales ainsi que de divers comités gouvernementaux, institutionnels, académiques et interdisciplinaires canadiens, ce qui lui a permis d'acquérir une large expérience de l'administration. Il lui a été décerné de nombreuses médailles et distinctions honorifiques en hommage à l'œuvre notable qu'elle a accomplie dans les domaines des humanités et des sciences sociales (voir appendice).

En juin 1998, Mme Vīķe-Freiberga a été élue Professeur émérite de l'Université de Montréal et a regagné son pays natal, la Lettonie, où le Premier Ministre l'a nommée, le 18 octobre, Directeur du nouvel Institut letton.

Présidence de la République de Lettonie (1999-2007)

Le 17 juin 1999, Mme Vaira Vīķe-Freiberga a été élue Présidente de la République de Lettonie par le Parlement (*Saeima*). En 2003, elle a été réélue pour un deuxième mandat de quatre ans, par 88 voix sur 96.

Elle a exercé activement les pouvoirs que confère au Président la Constitution de la République de Lettonie et a joué un rôle de premier plan dans l'adhésion de la Lettonie à l'OTAN et à l'Union européenne. Conférencière invitée lors de nombreuses manifestations internationales, Mme Vīķe-Freiberga défend avec énergie et éloquence la justice sociale, les valeurs morales, le dialogue historique européen et la démocratie.

Mme Vīķe-Freiberga est membre depuis 1999 du Conseil des dirigeantes mondiales et régulièrement invitée, depuis 2000, à participer au Forum économique mondial de Davos et aux réunions annuelles de l'American Academy of Achievement.

Pendant sa présidence, elle a rédigé et publié trois autres ouvrages de recherche ainsi qu'un recueil des nombreux discours et conférences qu'elle a été invitée à prononcer entre 1999 et 2007.

Post-présidence (depuis juillet 2007)

Depuis l'achèvement de son mandat, en juillet 2007, Mme Vīķe-Freiberga a participé activement, en qualité de conférencière invitée, à des manifestations internationales extrêmement diverses. Membre fondatrice du Club de Madrid, elle est membre du Conseil européen des relations étrangères et présidente d'honneur de plusieurs fondations. Elle a été membre du Comité d'appui du Prix européen du livre de 2007 et présidente d'honneur du Colloque de Paris sur l'enseignement des littératures européennes. Pendant le semestre de printemps 2008, elle a été maître de conférences à l'Institut d'études politiques de la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard.

Mme Vike-Freiberga a présidé, en 2008, le Comité de sélection du Comité consultatif de l'espace européen de la recherche ainsi que le Groupe d'examen du Conseil européen de la recherche en 2009 et, depuis décembre 2007, elle est vice-présidente du Groupe de réflexion sur l'avenir à long terme de l'Union européenne.

Mme Vike-Freiberga et M. I. Freibergs ont fondé une société, intitulée VVF Consulting, qui offre des services de conseil aux organisations publiques et privées.

Mme Vike-Freiberga s'est vu décerner un grand nombre de médailles et de prix, y compris le Prix Hannah Arendt de la pensée politique en 2005, le Prix de l'Empereur Otto pour la contribution à la définition de l'identité et de l'avenir de l'Europe en 2007 et la Médaille Hayek pour la promotion de la liberté et du libre-échange en 2009. Elle a été lauréate de 37 ordres du mérite et de 16 doctorats honoris causa (voir appendice). Quatre biographies de la Présidente Vaira Vīķe-Freiberga ont été publiées en letton, anglais, espagnol, finlandais, français, italien et russe, et lui a été consacré un documentaire long métrage intitulé "Le triple soleil" en 2008.

Expérience administrative (jusqu'en 1999)

- Membre du Conseil (1994-1998) et Présidente de l'Académie I de la Société royale du Canada (1998-1999).
- Membre désignée par le Conseil des arts du Canada du Comité de sélection pour le prix et les bourses de recherche Killam (1995-1998).
- Membre du Conseil des sciences du Canada (1980-1983) et Vice-Présidente (1984-1989), désignée par le Gouverneur général du Canada; consultante invitée par la Commission de la réforme constitutionnelle du Parlement brésilien (1989); membre du Comité consultatif gouvernemental canadien sur l'élimination des déchets nucléaires (1990-1991, 1995-1996).
- Membre du Conseil d'administration (1982-1988) et Présidente (1984-1986) de l'Association pour la promotion des études baltes – AABS.
- Membre du Comité consultatif canadien de la recherche sur la santé mentale, la santé et le bien-être (1983-1986).
- Membre et présidente de comités d'organisation de différents colloques et conférences nationaux et internationaux (1982-1986).
- Membre du Conseil et du Comité exécutif de la Fédération canadienne des humanités (1980-1982).
- Déléguée du Canada et Présidente du Groupe de travail spécial sur les facteurs humains du Programme scientifique de l'OTAN à Bruxelles (1978-1981).

- Membre du Conseil d'administration (1976-1982) et Présidente (1980-1981) de l'Association canadienne de psychologie.
- Membre du Conseil d'administration (1977-1982) et Présidente (1980-1981) de la Fédération canadienne des sciences sociales.
- Membre du Comité des bourses d'études du troisième cycle du Conseil des recherches en sciences naturelles et en ingénierie du Canada (1975-1978).
- Membre de divers comités de l'Université de Montréal (1965-1998).

Distinctions honorifiques (jusqu'en 1999)

- Élu membre de plein droit de l'Académie des sciences de Lettonie, 1999.
- Grand Prix de l'Académie des sciences de Lettonie en hommage à une œuvre remarquable dans les domaines de la littérature orale et des chansons populaires lettones, 1997.
- Prix Pierre Chauveau en hommage à une œuvre remarquable dans le domaine des humanités, Société royale du Canada, 1995.
- Officier de l'Ordre des trois étoiles, République de Lettonie, 1995.
- Bourse de recherche Killam Research Fellowship (Conseil des arts du Canada), 1993-1995.
- Prix Marcel-Vincent en hommage à une éminente carrière dans le domaine des sciences sociales décerné par l'Association canadienne-français pour l'avancement des sciences (ACFAS), 1992.
- Dr. habil. philol., Académie des sciences de Lettonie, 1992.
- Élu membre de l'Académie I de la Société royale du Canada, 1990.
- Élu membre étrangère de l'Académie des sciences de Lettonie, 1990.
- Prix des sciences sociales de l'Association mondiale des lettons libres (PBLA, Washington) en hommage à une œuvre remarquable concernant la Dainas lettone, 1989.
- Élu membre de l'Association canadienne de psychologie, 1979.
- Prix à la mémoire du Prof. Anna Abele (États-Unis d'Amérique) en hommage à une œuvre remarquable dans le domaine de la philologie lettone, conjointement avec Imants Freibergs, 1979.
- Dotation du Conseil des arts du Canada, 1974 et 1975.

Médailles et distinctions honorifiques (depuis 2000)

- Médaille Hayek pour la promotion de la liberté et du libre-échange, Iéna, Allemagne, 2009.
- Membre associée de l'Académie royale des sciences, des humanités et des beaux-arts de Belgique, 2008.
- Prix de la Global Women's Leadership, Berlin, 2007.
- Baptême en honneur de la Présidente Vaira Vīķe-Freiberga du Pavillon des sciences du Lycée Al Khansa de Casablanca, Maroc, 2007.
- Prix de l'Empereur Otto pour la contribution à la définition de l'identité et de l'avenir européens, Magdeburg, Allemagne, 2007.
- Prix Madeline et Bruce Ramer d'excellence diplomatique décerné par l'American Jewish Committee (AJC), Washington, États-Unis, 2007.
- Croix d'honneur de la Croix-Rouge lettone, Riga, 2007.
- Chevalier de l'Ordre du Saint Martyr Jānis, archevêque de Riga et de Lettonie, 2007.

- Médaille Ceres décernée en 2007 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en hommage à sa contribution à la justice sociale, aux valeurs morales et la démocratie, Rome, Italie, 2007.
- Médaille de l'Université J.W. Goethe et Prix Walter Hallstein, Francfort, Allemagne, 2006.
- Prix Europa 2006 de la Fondation Coudenhove-Kalergi, Union paneuropéenne, 2006.
- "Prix aux petits pays" de l'Institut européen Batliner, Salzbourg, Autriche, 2006.
- Prix en hommage de l'Art politique de la U.S.-Baltic Foundation, Washington, 2006.
- Prix Hannah Arendt à la pensée politique, Brème, Allemagne, 2005.
- Médaille décernée par l'American Jewish Committee à une "amie passionnée des valeurs constantes de l'humanité", New York, 2005.
- Médaille de la liberté de la Baltic American Freedom League, Washington, 2005.
- Prix Forbes Executive Women's Forum Trailblazer Award, New York, 2005.
- Prix de l'Association canadienne de psychologie, section femmes et psychologie, St.John, Terre-Neuve, 2004.
- Médaille de la Fondation Edouard-Montpetit de l'Université de Montréal, 2004.
- Médaille d'or de l'Université libre de Berlin, Allemagne, 2003.
- Grand Prix du folklore, Ministère de la culture, République de Lettonie, 2003.
- Médaille d'or de l'Université de Georgetown, Washington, États-Unis d'Amérique, 2002.
- Médaille, prix et titre de "Sénateur honoraire et protecteur" de l'Académie européenne des sciences et des arts, Salzbourg, Autriche, 2001.
- American Academy of Achievement Gold Plate Award, Londres, 2000.

Doctorats honoris causa

- Docteur honoris causa de l'Université de York, Toronto, Canada, juin 2008.
- Docteur honoris causa de l'University of Toronto, Canada, juin 2008.
- Docteur honoris causa de Trinity College, Université de Dublin, Irlande, 2007.
- Docteur honoris causa de la Dalhousie University, Halifax, Canada, 2007.
- Docteur honoris causa de l'Université du sud du Danemark, Odense, 2007.
- Docteur honoris causa de l'Université de Liège, Belgique, 2006.
- Docteur honoris causa de l'Université d'Ottawa, Canada, 2006.
- Docteur honoris causa de l'Université d'État d'Érevan, Arménie, 2005.
- Docteur honoris causa de l'Université d'État de Tbilisi, Géorgie, 2005.
- Docteur honoris causa de l'Université d'État de Bakou, Azerbaïdjan, 2005.
- Docteur honoris causa de l'Université nationale eurasiennne Astana, Kazakhstan, 2004.
- Doctorat en sciences honoris causa de l'Université McGill de Montréal, Canada, 2002.
- Docteur honoris causa de l'Université Vytautas Magnus de Kaunas, Lituanie, 2002.
- Docteur honoris causa de l'Université de Lettonie, Riga, 2000.
- Doctorat en lettres sacrées honoris causa, Victoria University, Université de Toronto, Canada, 2000.
- Doctorat en droits honoris causa, Queen's University, Kingston, Canada, 1991.

Décorations

- Grand Croix de la reconnaissance, République de Lettonie, 2007.
- Grand Croix de l'Ordre de Viesturs (Vesthardus Rex), République de Lettonie, 2007.
- Grand Collier de l'Ordre de Makarios III, République de Chypre, 2007.
- Grand Cordon de l'Ordre suprême du Chrysanthème, Empire du Japon, 2007.
- Chevalier et Grand Collier de Wissam al-Mohammadi, Royaume du Maroc, 2007.
- Grand Cordon de l'Ordre de Léopold, Royaume de Belgique, 2007.
- Grand Croix de l'Ordre civil militaire du mérite d'Adolphe de Nassau, Grand-Duché de Luxembourg, 2006.
- Grand Croix de l'Ordre de Bath (GCB), Royaume-Uni, 2006.
- Officier de l'Ordre national du Québec, Canada, 2006.
- Orde "Xirka Gieh ir-Repubblika", République de Malte, 2006.
- Ordre de la Princesse Ste. Olga, égale des apôtres, Patriarcat de Moscou et de toutes les Russies, 2006.
- Ordre du Lion néerlandais, Grand Croix et Collier, Royaume des Pays-Bas, 2006.
- Ordre du Grand Prince Yaroslav, République d'Ukraine, 2006.
- Ordre de l'Étoile blanche, avec Collier, République d'Estonie, 2005.
- Commandeur de la Croix du Mérite, avec palme, République de Pologne, 2005.
- Ordre royal de Seraphim, avec Collier, Royaume de Suède, 2005.
- Ordre de la Double Croix Blanche, République de Slovaquie, 2005.
- Collier de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, Royaume d'Espagne, 2004.
- Grand Croix et Collier de l'Ordre du Mérite, République italienne, 2004.
- Ordre national du Mérite avec Collier, République de Malte, 2004.
- Ordre de Stara Planina, République de Bulgarie, 2003.
- Grand Croix de l'Ordre de l'Infante Dom Henrique avec Grand Collier, République du Portugal, 2003.
- Grand Croix du mérite, République fédérale d'Allemagne, 2003.
- Ordre du Mérite de l'Aigle Blanc, République de Pologne, 2003.
- Médaille d'or de la Liberté, République de Slovénie, 2002.
- Grand Croix du Mérite avec Collier, République de Roumanie, 2001.
- Commandeur de la Légion d'honneur, République française, 2001.
- Croix de l'Ordre du Mérite avec Collier, République de Hongrie, 2001.
- Grand Croix de l'Ordre de la Rose blanche avec Collier, République de Finlande, 2001.
- Ordre du Mérite Merit Vytautas Dizas, avec Collier, République de Lituanie, 2001.
- Grand Croix de l'Ordre du Rédempteur, République hellénique, 2000.
- Grand Croix de l'Ordre de St. Olav, Royaume de Norvège, 2000.
- Ordre du Mérite Terra Mariana, avec Collier, République d'Estonie, 2000.
- Commandeur, Grand Croix et Collier de l'Ordre des Trois étoiles, République de Lettonie, 1999.

Ouvrages publiés

- *V.V.-F. 4plus4*. Runas 1999-2007 [Discours 1999-2007] (ISBN 978-9984-33-210-9), 646 p., Rīga: Pētergailis, 2007.
- *Logique de la poésie: Structure et poétique des dainas lettonnes*. (ISBN 978-2-84103-161-0), 299 p., Bordeaux: William Blake and Co. ed., 2007.
- Saules balsi [Latvian Sun Song Melodies. Selected and commented by Vaira Vīķe-Freiberga (en letton et en anglais)] (ISBN 9984-505-82-0), 151 p., Rīga: Karogs, 2005.
- Trejādās saules: III. Meteoroloģiskā saule. Siltā saule [Le triple soleil, Vol. III: Le soleil météorologique. Le chaud soleil] (ISBN 9984-505-71-5), 176 p., Rīga: Karogs, 2002.
- Trejādās saules: II. Hronoloģiskā saule [Le triple soleil, Vol. II: Le soleil chronologique] (ISBN 9984-505-52-9), 296 p., Rīga: Karogs, 1999.
- Trejādās saules: I. Kosmoloģiskā saule [Le triple soleil, Vol. I: Le soleil cosmologique]. (Analyse des thèmes des chansons populaires lettones consacrées au soleil). (ISBN 9984-505-40-5), 240 p., Rīga: Karogs, 1997.
- Pret straumi [À contre-courant. Essais sur l'identité lettone 1968-1991] (ISBN 0-9693501-6-3), 256 p., Helios: Montréal, 1993. Deuxième édition (ISBN 9984-505-25-1), Rīga: Karogs, 1995.
- Dzintara kalnā [Sur la montagne ambrée. Essais sur les chansons populaires lettones] (ISBN 0-9693501-2-0), 193 p., Montréal: Helios, 1989. Deuxième édition révisée. (ISBN 5-405-00949-0). 179 p., Rīga: Zvaigzne, 1993.
- Linguistics and Poetics of Latvian Folk Songs. Vaira Vīķis-Freibergs (ed.) (ISBN 0-7735-0661-6), 371 p., Montreal & Kingston: McGill-Queen's University Press, 1989.
- Saules dainas. [Chansons lettones consacrées au soleil], avec Imants Freibergs (ISBN 0-9693501-0-4), 266 p., Montréal: Helios, 1988. Deuxième édition révisée (ISBN 5-85800-001-0), Rīga: Grāmata, 1991.
- La fréquence lexicale au Québec. Vaira Vikis-Freibergs, Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1974.

Biographies de Vaira Vīķe-Freiberga

- Ausma Cimdiņa. Brīvības vārdā (ISBN 9984-05-375-X), 245 p., Rīga: Jumava, 2001. Traduction en russe, 2002. Traduction en anglais [In the Name of Freedom], 2003. Traduction en espagnol [En Nombre de la Libertad], 2006.
- Māris Čaklais. Izaicinājums [Un défi: Vaira Vīķe-Freiberga, Première Présidente de Lettonie] (ISBN 9984-33-062-1), 370 p., Rīga: Pētergailis, 2003.
- Nadine Vitols-Dixon. Le Parcours d'une Vie: Vaira Vīķe-Freiberga, Présidente de Lettonie [in French] (ISBN 9984-33-141-5), 191 p., Rīga: Pētergailis, 2005. Traduction en finlandais [*Meripihkahelmi povella* Latvian presidentti Vaira Vīķe-Freiberga], 215 p., 2006. Traduction en anglais [A Life's Journey: Vaira Vīķe-Freiberga] (ISBN 9984-33-174-1), 227 p., 2006. Traduction en italien [Il percorso di una vita: Vaira Vīķe-Freiberga] (ISBN 978-88-89999-19-6), 223 lpp., Firenze: Emmebi Editioni Firenze, 2007.
- Kalpiņa Rudīte (ed.) *Prezidente* [La Présidente – La présidence de Vaira Vīķe-Freiberga en photographies 1999-2007]. En letton et en anglais. (ISBN 9984-78-969-1), Rīga: Dienas Grāmata, 2007.

Film documentaire consacré à Vaira Vīķe-Freiberga

- *Trejādās Saules* [Le triple soleil], mise en scène: Jānis Ozoliņš – Ozols, production: Vilnis Kalnaellis, 52 min., Film Studio RIJA 2008, Riga.